

FRANCE - « Hommes et femmes, la nouvelle donne ». Si le thème de ses 87es Semaines sociales de France a été choisi il y a deux ans, il est on ne peut plus d'actualité en ces temps de projet de « mariage pour tous » et de « troubles dans le genre », pour reprendre le titre de l'ouvrage de Judith Butler, penseuse américaine de la « théorie du genre ». Cette session 2012, qui s'est ouverte vendredi matin 23 novembre au Parc Floral de Paris, s'est ainsi fixée pour premier objectif de prendre la mesure des évolutions qui ont modifié, en quelques décennies, une répartition et une hiérarchisation plus que millénaires entre les sexes.

Cette évolution vers l'égalité entre hommes et femmes que Jérôme Vignon, président des Semaines sociales de France, a considérée dans son discours d'ouverture comme « la principale révolution du XXe siècle », a permis d'étendre la participation des femmes dans le monde du travail et celle des hommes dans les tâches familiales.

« Mais il reste encore beaucoup à faire en France pour parler réellement d'égalité », selon Brigitte Grésy, inspectrice générale des affaires sociales qui a souligné combien la France était regardée pour sa proportion importante de femmes qui travaillent (plus de 80 %) et son taux de natalité le plus élevé d'Europe après l'Irlande. « La femme en France, fait des études, fait des enfants et elle travaille ! » Ce qui, selon le sociologue Claude Martin, directeur de recherche au CNRS, met la femme française « sous une pression temporelle permanente ».

« PAS SEULEMENT LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS MAIS AUSSI CONTRE LES STÉRÉOTYPES »

Brigitte Grésy a rappelé cependant que si 43 % des cadres sont des femmes, elles ne sont que 23 % dans les conseils d'administration. D'autre part, selon la dernière enquête sur l'emploi du temps, le temps consacré par les hommes à l'éducation des enfants n'a augmenté en vingt ans que de 10 minutes tandis que celui des femmes consacré au ménage n'a diminué que de 3 minutes.



Pourtant, dès lors qu'une entreprise ou une organisation s'engage pour plus d'égalité entre les sexes, c'est toute la société qui en bénéficie. Ainsi, la réflexion menée par les conseils d'administration pour y faire entrer des femmes a-t-elle obligé à redéfinir le métier d'administrateur. « La lutte pour l'égalité hommes/femmes est un principe de transformation considérable pour toutes les organisations », a insisté Brigitte Grésy en précisant que ces politiques d'égalité devaient se faire selon des approches tout à la fois « systémiques, intégrées et historiques ».

Le survol historique de l'évolution des rapports entre masculin et féminin, proposé par l'historienne Michelle Perrot et le sociologue Georges Vigarello, directeur de recherche à l'École des hautes études en sciences sociales, a permis de constater un certain décalage entre la génération des baby-boomers – à laquelle appartiennent ces deux intervenants – et la réalité

des jeunes. Ainsi, les trois étudiants de l'aumônerie Paris-Est Marne-la-Vallée, invités à questionner Brigitte Grésy et le sociologue Claude Martin, directeur de recherche au CNRS, ont-ils plutôt mis en avant les choix de métiers « toujours bien différenciés » entre garçons et filles ou leur peur des quotas discriminants dans les entreprises – au détriment des garçons.

« DES TERRITOIRES D'EXCELLENCE DE L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE »

Autant de constats et de craintes qui devraient s'estomper avec une lutte volontariste contre les « formatages » qui assignent une orientation professionnelle sexuée dès l'enfance. Car pour Brigitte Grésy, « il ne s'agit pas seulement de lutter contre les discriminations mais aussi contre les stéréotypes ».

Des propos repris en grande partie par la jeune ministre des droits des femmes et porte-parole du gouvernement socialiste, Najat Vallaud-Belkacem, qui s'est adressée, vendredi matin, aux 3 000 participants de la session. Elle a souligné ses quatre priorités, à commencer par la lutte contre les stéréotypes et représentations sexistes, et la mise en place d'une politique d'égalité professionnelle dans le cadre d'un accord signé ces jours-ci avec neuf régions qui deviendront, selon la ministre, « des territoires d'excellence de l'égalité professionnelle ».

Elle veut également lutter contre les violences faites aux femmes – dans le cadre de la journée internationale du 25 novembre – et développer le droit des femmes à disposer de leurs corps. « Une feuille de route sur l'égalité hommes/femmes sera donnée le 30 novembre lors d'un comité interministériel », a encore affirmé la ministre qui s'est dite, dans un tonnerre d'applaudissement, « très vivement intéressée » par les conclusions de cette 87e session des Semaines sociales de France.

<http://www.la-croix.com>

Publié : 26/11/2012